

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le mercredi 28 mai 2014, la paroisse Notre Dame de Fatima a été le théâtre d'un ensemble de crimes odieux digne d'un acte de terrorisme perpétré sur plusieurs familles de Centrafricains déplacés.

En présence de cette situation inhumaine, le Rassemblement Démocratique Centrafricain (RDC) présente aux familles éprouvées ses condoléances les plus émues et tient à appeler l'attention du gouvernement sur ce qui suit :

Le retour de la paix dans notre pays ne devrait pas être perçu comme une simple nécessité comme cela semble l'être, mais comme une **EXIGENCE NATIONALE**. Pour ce faire, il est plus qu'impérieux de procéder au **DESARMEMENT SANS CONDITIONS DE TOUTES ES FORCES NON-CONVENTIONNELLES** qui écument la ville de Bangui et celles de nos provinces.

Le RDC demande impérativement au gouvernement de mettre en œuvre les résolutions des nations-unies et de veiller particulièrement à la mise en application :

1. la résolution 2121 du 10 octobre 2013, paragraphe 8 en ce qui concerne le dépôt des armes par l'ex coalition Seleka et tous les groupes armés ;
2. la résolution 2127 du 05 décembre 2013, paragraphes 28 et 50 en ce qui concerne les mandats de la MISCA et des forces Françaises de l'opération Sangaris relatifs à :
 - la protection des civils et le rétablissement de l'ordre public par des « **MESURES APPROPRIEES** »
 - la stabilisation du pays et la restauration de l'autorité de l'état sur l'ensemble du territoire ;
 - la sécurisation des humanitaires en vue de la fourniture d'aide aux populations en danger ;
 - le désarmement de toutes les forces non-conventionnelles dans l'optique du processus de démobilisation et réinsertion des ex-combattants.

Il demande instamment au gouvernement de tout mettre en œuvre pour identifier les auteurs de tous les assassinats perpétrés et non encore poursuivis et particulièrement, ceux du 28 mai 2014, ainsi que leurs complices et déterminer la responsabilité du contingent Burundais de la MISCA qui n'a pu ni su s'interposer pour éviter le drame déploré.

**Fait à Bangui le 29 mai 2014,
Pour le Bureau Politique,
le Secrétaire Général Adjoint, Porte-Parole du RDC**

Me Blaise Fleury HOTTO